

Lizette Jalbert et Laurent Lepage

Université du Québec à Montréal

(1986)

“ Introduction ”

Néo-conservatisme et restructuration de l'État Canada – États-Unis - Angleterre

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Courriel: jmt_sociologue@videotron.ca

Site web: <http://pages.infinit.net/sociojmt>

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"

Site web: http://www.uqac.quebec.ca/zone30/Classiques_des_sciences_sociales/index.html

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.quebec.ca/index.htm>

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

Laurent Lepage (sociologue) et Lizette Jalbert (décédée), professeurs UQAM.

“ **Introduction**”. Néo-conservatisme et restructuration de l’État. Canada – États-Unis – Angleterre. (1986)

Une édition électronique réalisée à partir du texte de Laurent Lepage (sociologue) et Lizette Jalbert, “ **Introduction** ” in ouvrage sous la direction de Lizette Jalbert et Laurent Lepage, Néo-conservatisme et restructuration de l’État. Canada - États-Unis - Angleterre. Troisième partie : restructuration de la politique sociale (pp. 9 à 31) Collection Études d’économie politique. Montréal : Les Presses de l’Université du Québec, 1986, 274 pp.

Autorisation accordée par le professeur Laurent Lepage, sociologue, le 8 décembre 2003.



lepage.laurent@uqam.ca

Mme Céline Saint-Pierre, directrice du développement, Chaire Fernand-Dumont sur la culture, INRS Urbanisation, Culture et Société, nous a autorisé à diffuser toute l’œuvre de Mme Lizette Jalbert :

Celine_Saint-Pierre@INRS-UCS.Uquebec.Ca

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times, 12 points.

Pour les citations : Times 10 points.

Pour les notes de bas de page : Times, 10 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2001 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format
LETTRE (US letter), 8.5’’ x 11’’)

Édition complétée le 23 décembre 2003 à Chicoutimi, Québec.



Néo-conservatisme et restructuration de l’État

Présentation de l’Éditeur

[Retour à la table des matières](#)

La crise de société dans laquelle nous sommes entrés, il y a une quinzaine d'années, a entraîné une série de bouleversements d'abord visibles au niveau des stratégies de la politique économique et à celui des transformations de la politique sociale. Il s'est ensuivi une volonté de restructuration globale de l'interventionnisme d'État qu'on peut observer dans les programmes de réforme des gouvernements des pays industrialisés. Mais plus en profondeur, nous voilà confrontés à une étonnante rénovation de l'éthique politique. Ainsi dans le contexte du déferlement de la vague néo-conservatrice, c'est bien la tradition démocratique qui est visée et tenue responsable des déboires des sociétés capitalistes. Aujourd'hui, néo-conservateurs et néo-libéraux tentent de populariser des idées qui paraissaient scandaleuses à l'époque où un Barry Goldwater s'en faisait le chantre au cœur de l'Amérique des Kennedy et de la Great Society. Le défi démocratique a été clairement posé en 1975 à la suite du rapport choc de la Trilatérale qui concluait: “ La démocratie politique est-elle encore une forme viable de gouvernement pour les pays industrialisés de l'Europe, de l'Amérique du Nord et de l'Asie ? ” C'est à ce défi que cet ouvrage tente d'apporter sa contribution.

Ont participé à cet ouvrage

Mario Bunge, McGill University, Montréal
Ralph Miliband (décédé), Brandeis University
Bertram Gross, Saint Mary's College of California
Christian Deblock, UQAM
Bertrand Bellon, Université de Paris Nord
Francine Dansereau, INRS-urbanisation
Frédéric Lesemann, Université de Montréal
Chantal Mouffe, London University
Jeanne Kirk Laux, Université d'Ottawa
Hugo Radice, Leeds University, London
Louise Vandelac, Université de Montréal
Leo Panitch, York University, Toronto
Gilbert Renaud, Université de Montréal
Lizette Jalbert (décédée), UQAM
Laurent Lepage, UQAM
Jean-Jacques Gislain, UQAM
Kusum Singh, Saint Mary's College of California

Table des matières du livre

Présentation de Lizette Jalbert

Lizette Jalbert et Laurent Lepage, “Introduction : Néo-conservatisme et défi démocratique”

I Lectures du néo-conservatisme

- Chantal Pouffe, L'offensive du néo-conservatisme contre la démocratie
- Mario Bunge, Considérations d'un philosophe sur l'économie du néo-conservatisme (néo-libéralisme)
- Gilbert Renaud, Néo-conservatisme et socialité ou le « néo-social » et le « post-social »
- Bertram. Gross et Kusura Singh, La « nouvelle droite » des années 1980

II Nouvelles politiques économiques

- Christian Deblock et Jean-Jacques Gislain, La politique canadienne : quelle maîtrise du développement en économie ouverte
- Bertrand Bellon, Les mille politiques industrielles de Ronald Reagan
- Jeanne Kirk Laux, Virage du capitalisme d'État au Canada

III Restructuration de la politique sociale

- Frédéric Lesemann, La restructuration de la politique sociale : la situation aux États-Unis
- Francine Dansereau, Les politiques urbaines et la gestion de l'habitat
- Louise Vandelac, À droite, toutes ! ou l'impact « des droites » sur le féminisme et les rapports de sexes

IV Stratégies d'opposition au néo-conservatisme

- Ralph Miliband L'État dans le contexte de la crise : les atteintes aux droits sociaux et civiques
- Léo Panitch, Les attaques de l'État contre les droits des travailleurs
- Hugo Radice, Le thatchérisme et ses alternatives : quel est l'avenir du capitalisme britannique ?

Néo-conservatisme et restructuration de l’État

Présentation

Par Lizette Jalbert
Directrice de la collection
Études d’Économie Politique

[Retour à la table des matières](#)

Cette publication est le produit des communications présentées à l’Université du Québec à Montréal, en octobre 1985, dans le cadre du 5^e Colloque de l’Association d’Économie Politique (AEP). Le titre de l’ouvrage que nous présentons aujourd’hui reprend d’ailleurs le thème du colloque : Néo-conservatisme et restructuration de l’État. Au moment même où une réforme en profondeur de l’État est engagée tant au Québec qu’au Canada, cet ouvrage rassemble les contributions de nombreux analystes en sciences sociales des États-Unis, de la Grande-Bretagne et d’ici pour analyser la situation.

Les responsables du colloque et de la présente publication tiennent à souligner le précieux soutien qu’ils ont reçu de leur université, en particulier de M. Guy Berthiaume. Bernard Élie et Sylvie Morel doivent être remerciés tout spécialement pour leur collaboration active à l’organisation du colloque. Plusieurs personnes ont aussi participé à la réalisation de cet ouvrage et nous ont aidé dans la traduction et la correction des textes : Marielle Cauchy, Gilles Dostaler, Victor Piché, Marie-Josée Lemay. Nous devons également noter le travail très professionnel de Chantal Pétrin qui a assuré le traitement du

manuscrit. De plus, nous avons profité de la collaboration du directeur du département des sciences juridiques de l'UQAM, Robert Couillard et des conseils d'un de ses professeurs, Pierre Mackay, ces derniers nous ayant donné accès à leurs moyens informatiques. François Blanchard, du même département, a participé à la mise en forme du manuscrit. Enfin, la tenue du colloque et cette parution ont été rendues possibles grâce à l'aide financière accordée par les organismes suivants : le Conseil de recherche en sciences sociales, l'Université du Québec à Montréal, le ministère des Relations internationales du Québec, le Secrétariat d'État, l'Université de Montréal et plusieurs départements de l'Université du Québec à Montréal.

Faisons remarquer que la Collection Études d'Économie Politique a été lancée l'année dernière avec la publication de *L'inégalité sociale et les mécanismes de pouvoir*.

Lizette JALBERT

Directrice de la collection
Études d'Économie Politique

Néo-conservatisme et restructuration de l’État

Introduction

Par Lizette Jalbert et Laurent Lepage
Professeurs, UQAM

[Introduction](#)

1. [Problème de définition : où est la nouveauté ?](#)
2. [Les porteurs du néo-conservatisme](#)
3. [La thématique néo-conservatrice](#)

Introduction

[Retour à la table des matières](#)

L'expression néo-conservatisme est généralement attribuée au socialiste américain Michael Harrington qui, au milieu des années 1960, utilisait cette formule pour dénoncer la résurgence en son pays des vieilles thèses conservatrices¹. Depuis cette époque, ce terme fait partie du lexique politique, mais il signale désormais un courant de pensée plus moderne, complexe et menaçant que les simples véhémences de quelques nostalgiques d'une société ancienne. Si, il y a vingt ans, le préfixe *néo* pouvait bien servir les objectifs du polémiste qui souhaitait alerter l'électorat en dénonçant la fausse nouveauté de quelques

¹ Robert Nisbet, « The Conservative Renaissance in Perspective », *The Public Interest*, no. 81, automne 1985, p. 135.

idées du moment, on se doit de constater que l'expression est devenue une véritable bannière politique dont se réclament aujourd'hui de nombreux partis dominant la scène électorale.

Les récents succès des formations conservatrices de part et d'autre de l'Atlantique n'ont pas été construits à la seule enseigne de cette philosophie politique du 19e siècle qui marquait la réaction aux retombées de la Révolution française. Néo-conservatisme *ne signifie pas uniquement* la restauration d'une éthique politique. La pensée d'un Edmund Burke sur fond de société post-industrielle, le discours du libéralisme économique tenu par un Milton Friedman sur fond de crise mondiale et les doutes de la gauche sont en somme des données propres au tableau des idéologies contemporaines qui nous invitent à y regarder de plus près. Du rejet de l'égalitarisme à la méfiance vis-à-vis l'action étatique, il se précise en Occident une forme de pensée politique dont la souche philosophique est reconnaissable mais dont les prétentions sont inédites. Le paradoxe de cette expression qui associe nouveauté à traditionalisme renvoie à une constellation d'idées où les maîtres mots ne sont plus le combat contre le progrès mais le rejet de la modernité spécifique héritée de l'État-providence ².

1. Problème de définition : où est la nouveauté ?

[Retour à la table des matières](#)

Parmi les chercheurs américains qui se sont intéressés au mouvement néo-conservateur certains estiment que la seule nouveauté digne d'examen est le meilleur sort électoral réservé tout à coup à un discours hier encore impopulaire. Rappelant que, dans les années 1950, le paysage politique comptait d'éloquents défenseurs du conservatisme et que, de surcroît, on pouvait déjà voir s'y manifester l'ultra-conservatisme, alors qui aurait-il de différent si ce n'est qu'en 1980 un président a été élu en se réclamant de cette famille politique ? L'arrivée au pouvoir de Ronald Reagan est ainsi considérée par plusieurs comme le résultat du développement lent mais continu d'une force politique déjà en germe dans l'après-guerre. Cependant, cette interprétation sommaire escamote le fait que parmi les artisans des dernières victoires du Parti républicain, on retrouve des idéologues qui ont peu en commun avec la

² Voir l'article de Daniel Bell qui est l'un des chefs de file du mouvement néo-conservateur parmi les intellectuels américains, « The Revolt against Modernity », *The Public Interest*, no. 81, 1985, pp. 791-829.

tradition conservatrice américaine. De plus, comme nous le verrons plus loin, le *brain trust* néo-conservateur est composé d'individus qui adressent de sévères critiques au jeu démocratique et préconisent sans gêne un gouvernement des hommes par les experts. Que diraient les anciens ?

Un bref rappel du conservatisme dans son acception vieille de quelques décennies peut servir de point de départ pour circonscrire ce qui distinguerait aujourd'hui la nouvelle pensée de droite de l'ancienne. L'étiquette conservatrice a toujours été associée à la croyance en un gouvernement fort mais discret. À cette thèse centrale s'ajoute l'idée d'une nécessaire décentralisation administrative et ce afin de respecter l'autonomie des institutions telles la famille, l'Église, l'école et l'entreprise. Une confiance aveugle placée en ces mêmes institutions pour venir en aide aux individus en détresse explique la méfiance typique du conservateur envers les solutions bureaucratiques. En effet, le conservatisme classique secrète un scepticisme vis-à-vis toute politique sociale et une haine des politiques redistributives en général. La foi en la débrouillardise et la valorisation du gros bon sens sont ainsi opposées au rationalisme des technocrates. En somme, toute intervention étatique consacrant une forme ou une autre d'égalitarisme et même toute action gouvernementale aux plans de la taxation ou de la monnaie, par exemple, représentent pour le vieux conservateur une attaque contre l'individu et une menace pour la communauté³. Si la société doit évoluer, elle se transformera graduellement.

Quant à l'histoire récente, le sociologue Michael Hughey tente à son tour de cerner les idées politiques véhiculées par le courant néo-conservateur dans leur version américaine, il propose la synthèse suivante :

Economically, they center around the principles of classical liberalism, emphasizing fiscal austerity, free enterprise, business competition, a minimum of government intervention in the market place, and an identification of the public good with the welfare of business. Socially, they include commitments to the integrity of the traditional family and its sexual division of labor, to military strength and preparedness, to church and religion, and to essentially Protestant standards of morality, decency, and propriety⁴.

On reconnaît dans le stéréotype qui précède des penchants qui évoquent la pensée de leaders politiques tels Ronald Reagan ou Mme Thatcher, mais la ressemblance peut être trompeuse car il y a plus. Si à l'ère du romantisme, freiner le progrès et maintenir les fondements de la société traditionnelle constituait l'essentiel d'un discours politique conservateur, il en est autrement dans le contexte des années 1980. Aux États-Unis, en Grande-Bretagne et au

³ Robert Nisbet, *op. cit.*, p. 129.

⁴ Michael W. Hughey, « The New Conservatism : Political Ideology and Class Structure in America », *Social Research*, no. 49, 1982, p. 791.

Canada, la pensée conservatrice a été étouffée de plusieurs façons. Cet élargissement idéologique s'est d'abord manifesté par une identification avec le regain de vigueur du libéralisme économique. Cependant, le nouveau libéralisme économique, bien qu'il puise son inspiration dans la pensée classique du 19^e siècle ne s'y enferme pas. S'il est opposé à l'interventionnisme de type keynésien qui prône une action sur la demande, il ne l'est plus quand il s'agit de faire intervenir l'État sur les grands mécanismes de l'offre. Prenons comme exemples, les politiques monétaristes, les interventions actives dans les relations de travail, les avantages fiscaux offerts aux entreprises et aux grandes fortunes, les diverses mesures visant à augmenter la productivité, les politiques protectionnistes, etc. Ensuite, sur le plan social, le déploiement du courant conservateur peut être associé à la montée aux créneaux d'une nouvelle vague d'experts. Considérant les problèmes sociaux contemporains comme l'expression directe d'une crise d'autorité, ces spécialistes ne dédaignent pas les appels à la restauration des institutions traditionnelles. Mais, ils sont également férus des nouvelles méthodes managériales et se préoccupent d'innover au-delà des anciens mécanismes de contrôle social. De plus, les néo-conservateurs adhèrent à une certaine conception du progrès, non plus en termes collectif mais individuel sur la base des possibilités qu'ouvrent le microprocesseur et les techniques modernes de communication. Enfin, en insistant sur la précarité de l'ordre international, le néo-conservatisme se distingue de son ascendant par sa critique de l'isolationnisme et son ouverture au militarisme.

Ce premier survol de la thématique néo-conservatrice reflète assez fidèlement les travaux de ceux qui ont voulu identifier la substance de ce nouveau discours politique. Toutefois, si on peut discerner dans la littérature spécialisée un certain consensus sur ce qu'est l'esprit néo-conservateur, il y a confusion quant à la place exacte qu'occupe ce discours dans le champ idéologique. D'ailleurs, les auteurs qui sont réunis dans cet ouvrage témoignent, chacun à leur façon, de la difficulté de caractériser les nouvelles positions dans le débat politique contemporain. Thatchérisme, libéralisme-conservateur, fascisme à visage humain, néo-libéralisme sont autant d'appellations utilisées pour désigner le contenu et les manifestations d'une même pensée triomphante.

Cette hésitation à nommer, cet embarras dans le choix des termes, attirent notre attention sur le fait que nous sommes en présence d'un discours inachevé dont les éléments ne sont pas toujours accordés. Le néo-conservatisme ne surgit-il pas en pleine métamorphose du débat politique ?⁵. Est-il une des manifestations d'un remue-ménage idéologique ?

⁵ Jean-Jacques Rosa, « La métamorphose du débat politique », *Le Débat*, no. 33, janvier 1985, pp. 49-59.

Plusieurs faits donne corps à cette thèse du désarroi idéologique. Prenant pour preuve la relative stabilité électorale de la droite en France malgré l'effacement graduel de la société rurale, la croissance des villes et l'augmentation de la proportion des salariés, le politologue René Rémond est de ceux qui estiment que nous assistons depuis quelques années aux préambules d'une redistribution de la carte idéologique ⁶. Selon ce dernier, l'impuissance de l'État « à prévoir, à prévenir et à conjurer la crise qui s'est abattue sur l'économie mondiale depuis dix ans n'a pas ruiné le prestige des seuls économistes : elle a fait naître le doute sur la capacité de l'État à organiser l'activité économique » ⁷. Ce doute se serait traduit autant par des revirements spectaculaires au sein de la gauche au pouvoir que dans la droite traditionnelle, ce qui aurait eu pour effet qu'aujourd'hui dans le débat politique français certaines idées libérales soient devenues, contre toutes attentes, références communes.

Ce phénomène de redistribution des idées politiques agit différemment selon la spécificité des diverses cartes idéologiques. Si en France, on constate une redéfinition du centre, ailleurs se sont les pôles traditionnels qui se déplacent. Dans les pays anglo-saxons, les réajustements idéologiques semblent se précipiter et secouent brusquement les vieilles formations partisans. En Angleterre, les ailes du Parti travailliste se déploient, aussi se confirme-t-il la présence d'un nouveau parti social-démocrate, tandis que les conservateurs au pouvoir se distinguent eux-mêmes entre modérés et ultras. Aux États-Unis, la montée du néo-conservatisme s'accompagne de l'effritement de la tendance libérale au sein du Parti démocrate. Dans ce décor idéologique particulier, l'altération de la pensée conservatrice a eu pour réponse l'apparition d'un mouvement important qui s'est baptisé, pour ajouter à la confusion, *the neoliberal movement*.

If neoconservatives are liberals who took a critical look at liberalism and decided to become conservatives, we are liberals who took the same look and decided to retain our goals but abandon some of our prejudices. We still believe in liberty and justice and a fair chance for all, in mercy for the afflicted and help for the down and out. But we no longer automatically favor unions and big government or oppose the military and big business ⁸.

En constatant ces évolutions récentes des paysages politiques, on ne peut manquer de resituer le phénomène auquel s'adresse ce volume par rapport aux profondes mutations qu'ont connues depuis trente ans les sociétés occidentales. Les amalgames idéologiques reflètent, comme l'a déjà signalé Karl Mannheim, la fusion de groupes sociaux jadis distincts. S'interroger sur qui

⁶ René Rémond, « Évolution des droites », *Le Débat*, no. 33, janvier 1985, p. 28.

⁷ *Ibid.*, p. 29.

⁸ Charles Peters, « A Neoliberal's Manifesto », *The Washington Monthly*, mai 1983, p. 9.

sont les néo-conservateurs, c'est déjà réfléchir sur la nature de cette nouvelle pensée politique.

2. Les porteurs du néo-conservatisme

[Retour à la table des matières](#)

La victoire de Ronald Reagan en 1980 représente, selon le sociologue Robert Nisbet, la pierre de façade d'un édifice intellectuel mis en chantier au milieu des années 1960⁹. Derrière cette réalisation spectaculaire de l'après-Kennedy, on retrouve, dans le rôle de promoteurs, des fondations telles *Heritage* et *Russell Sage* sans compter des instituts comme *Rand* et *Hudson*, en somme des organisations prestigieuses et surtout multi-millionnaires. Les maîtres d'œuvre auraient été, dès le début du mouvement, les équipes de rédaction de revues dont *Commentary* et *Public Interest*. Enfin, plus significatif encore, les vrais artisans de la redéfinition du conservatisme américain ont été des universitaires bien en vue des sciences sociales, parfois d'anciens libéraux, également très présents dans les cercles de Washington¹⁰.

Dans un livre qui présente cette gente (surtout masculine) qui aurait transformé le débat politique américain, Peter Steinfels va jusqu'à soutenir l'idée selon laquelle le néo-conservatisme serait d'abord un parti d'intellectuels¹¹. Reprenant un article du *New Yorker*, cet auteur décrit ces forgers d'opinion comme suit :

They are bound together by reactions against what they see (in different ways) as too much government intervention, too many demands by blacks, too little appreciation of the battles they fought, too little militance against Communism. They are reacting against social and political changes symbolized by « the kids » and their sympathizers of the late sixties.... And so ex-radicals, ex-socialists, old liberals, new conservatives.. ... have banded together in search of new and common ground¹².

Il n'est donc pas étonnant de relever des discordances dans le discours néo-conservateur. Ce curieux mélange d'individus réunis par leur réaction aux

⁹ Robert Nisbet, *op. cit.*, p. 128.

¹⁰ Voir M. Mendell, H. Chorney et P. Hansen, « Les origines intellectuelles de la nouvelle droite américaine », à paraître dans un ouvrage de la collection Études d'économie politique aux Presses de l'Université du Québec en 1987.

¹¹ Peter Steinfels, *The Neoconservatives : The Men who are Changing America's Politics*, New York, Simon and Schuster, 1980.

¹² E. Drew, *New Yorker*, 31 mai 1976, pp. 86-87.

bouleversements des années 1960 et au déclin d'une certaine autorité n'auraient en commun que leur aspiration au statut de conseillers du prince.

À ce noyau néo-conservateur s'est greffé une coalition tout aussi hétéroclite. Évangélistes, faucons, leaders de la *Moral Majority*, ne sont en fait que les plus visibles représentants de ce curieux mariage de raison qu'est le néo-conservatisme. Pour Michael Hughey, les porteurs de cette idéologie sont issus de différents segments des classes moyennes, jadis séparés par leur attachement aux traditions pour les uns et leur appétit de modernité pour les autres :

... while the old and new middle classes have joined together as partners in discontent, the foundations of their commitments to the new conservatism are fundamentally different, one being primarily ideological, with moral and economic emphases, to other resting mainly on economic self-interest¹³.

Cette nouvelle alliance politique se retrouve-t-elle par analogie en Angleterre et au Canada ? Si on ne peut, par manque de recherche, répondre définitivement à cette question, il est non moins significatif de constater que la thématique néo-conservatrice recouvre aujourd'hui des sociétés aux prises avec un même contexte de crises et dont le tissu social est de plus en plus comparable. Examinons en détail les thèmes de ce nouveau discours politique.

3. La thématique néo-conservatrice

[Retour à la table des matières](#)

Les recadrages et réalignements idéologiques qui ornent la révolution conservatrice dans laquelle les pays industrialisés semblent emportés ont été élaborés dans un environnement de crises. La médecine NÉO, dans sa vigoureuse campagne épidémiologique, n'a même pas craint d'emprunter certains diagnostics à la gauche¹⁴. En sorte que le mal s'est avéré pratiquement non localisable, les victimes se trouvant selon toute apparence aux prises avec un

¹³ Michael W. Hughey, *op. cit.*, p. 829.

¹⁴ Claus Offe avance l'idée, un peu provocante, que la droite se serait largement réapproprié les thèses de la théorie critique du capitalisme avancé pour s'en servir à ses propres fins : théorie de la crise fiscale et théorie de la crise de légitimation, entre autres. Voir de cet auteur, « Ungovernability : the Renaissance of Conservative Theories of Crisis », *Contradictions of the Welfare State*, Cambridge, Massachusetts, The MIT Press, 1985, p. 65.

affaiblissement généralisé de leur système immunitaire. Constatons les dégâts : crise de l'énergie, crise de l'accumulation, crise fiscale, crise culturelle, crise de motivation, crise d'identité, crise d'autorité, etc.

Si on voulait, malgré les risques de simplification que cette entreprise comporte, tenter une synthèse des difficultés auxquelles sont confrontées les sociétés industrialisées, on ne pourrait guère faire mieux pour l'heure que de reprendre l'expression « crise de gouvernabilité », popularisée par les oracles de la Trilatérale dans leur rapport choc qui remonte déjà à 1975. Qu'est-ce à dire ? D'abord que cette crise est plurielle, profonde, voire structurelle. Qu'elle est un phénomène essentiellement sociologique au sens le plus large du terme englobant différentes dimensions de la vie en société. Ensuite, plus spécifiquement, que les nouveaux courants de pensée libéraux et conservateurs, nonobstant leur hétérogénéité d'origine et leurs conflits internes, convergent dans leur critique d'un ennemi commun : l'État, le *Big Government*.. C'est en réaction contre ce monstre, le « social-étatisme » dont serait responsable la « Nouvelle Classe », « l'ingénierie sociale » ou « *l'Establishment* de gauche », selon l'étiquette empruntée,¹⁵ que vont s'amalgamer les thèses et solutions des uns et des autres.

Pour les néo-libéraux, le fin mot qui résume leur conception est « libéralisation », à savoir un processus de désengagement Étatique dans tous les domaines : industriel, financier, culturel, éducatif, etc. Au plan philosophique, ils revendiquent le respect intégral de la liberté individuelle qu'ils placent bien au-delà de la liberté politique. Usurpée par l'interventionnisme d'État, qui ouvrirait la voie au collectivisme et mènerait sur la route de la servitude¹⁶, la liberté individuelle chez les néo-libéraux s'exprime comme au 18^e siècle dans « la conquête du monde matériel par l'initiative individuelle »¹⁷. Aujourd'hui, Madame Thatcher ne peut mieux concrétiser cette pensée lorsqu'elle écrit :

L'histoire de la liberté ne fait qu'un avec l'histoire de la propriété, dans les sociétés où la diffusion de la propriété est grande, la liberté s'épanouit ; et là où la propriété est concentrée entre les mains de l'État, il y a déni de liberté¹⁸.

Chez les « nouveaux économistes », une rhétorique prônant la supériorité du capitalisme de libre concurrence et dénonçant l'emprise des bureaucraties

¹⁵ Guy Sorman, *La révolution conservatrice*, Paris, Fayard, Collection Pluriel, 1983, pp. 39-57.

¹⁶ Friedrich A. Hayek, *The Constitution of Liberty*, Chicago, University of Chicago Press, 1960, et *The Road to Serfdom*, Chicago, University of Chicago Press, 1944.

¹⁷ George Burdeau, *Le libéralisme*, Paris, Éditions du Seuil, Collection Points, p. 25.

¹⁸ Préface à l'ouvrage de Lord Beloff, *Freedom and Property*, Conservative Political Center, Londres, juillet 1984. Cité par François Poirier, « Les déboires de Mme Thatcher », *Le Monde diplomatique*, mars 1986, p. 12.

publiques coûteuses tentera de justifier la nouvelle orientation suivie. Mais quels sont les principes sur lesquels repose cette dernière. Denis Clerc capsule l'approche de la « nouvelle économie » dont la simplicité d'inspiration n'a d'égal que sa surprenante naïveté. Trois principes guident l'analyse néo-libérale : 1). la reprise pure et simple du crédo libéral classique ou s'établit l'identité des intérêts particuliers et de l'intérêt général selon les préceptes d'Adam Smith ; 2). l'idée selon laquelle la rationalité des agents s'impose dans tout comportement économique par une évaluation anticipée des coûts et avantages ; 3). l'extension de ce modèle rationnel à l'ensemble des décisions sociales d'un individu ¹⁹.

Pour les « nouveaux économistes », il faut que la croissance et la répartition de ses fruits soient assurées par le marché. Toute intervention de l'État sur la demande, contredisant les normes de l'autorégulation marchande, doit être abolie. Puisque « le marché libre est la procédure qui permet le mieux à chacun d'exprimer ses choix et de parvenir à un optimum social » ²⁰, la « nouvelle économie », dite de l'offre, professe une opposition acharnée au keynésianisme. C'est ce courant, selon elle, dominant depuis la Deuxième Guerre, qui aurait mené les économies capitalistes au bord de la banqueroute en faisant appel à l'État comme régulateur de l'économie, modifiant de ce fait les équilibres « naturels » du marché. Remiser le keynésianisme considéré comme inapte au bon fonctionnement du système, faire du marché la contrainte absolue de toute politique, clouer au pilori l'État-providence pour cause d'entretenir sa propre logique bureaucratique et même de faire fi de toute logique, voilà les objectifs poursuivis par les adeptes du néo-libéralisme ²¹.

Le programme de libéralisation défendu actuellement par les principaux conseillers des gouvernements Reagan, Thatcher, Mulroney et Bourassa est bien connu, même s'il prend selon les pays des connotations particulières. Il s'articule autour des thèmes magiques suivants : déréglementation, y compris et même peut-être surtout dans la gestion des relations de travail ; dénationalisation ; privatisation de nombreux services publics : sécurité sociale, éducation, transport, logement, sécurité intérieure, etc. ; réduction des impôts rejoignant la révolte populiste des contribuables ; dégonflement des dépenses publiques ; desserrement du carcan des États centraux par une décentralisation des responsabilités, etc.

Cette morale privatiste, présentement aux postes de commande dans la plupart des pays industrialisés, prétend que l'application stricte de tels remè-

¹⁹ Denis Clerc, « Ordre social et dictature du marché », *Le Monde diplomatique*, mai 1981, pp. 12-13.

²⁰ *Ibid.*, p. 13.

²¹ Lizette Jalbert, « Moins d'État pour plus d'autonomie : le retour de l'État spectateur est-il un mouvement au-dessus de tout soupçon ? », communication présentée dans le cadre du colloque : L'État au cœur de la société ?, Lennoxville, Université Bishop, 17 juin 1986.

des permettra le redémarrage économique. En pratique, malgré certains succès remportés ici ou là, la médecine néo-libérale fut loin de se révéler infaillible. Mais les tenants de la pensée économique néo-libérale, experts et hommes politiques rassemblés, semblent jusqu'à maintenant inébranlables dans leur croyance, peu soucieux des ratés incontestables de leurs politiques : hausse spectaculaire du chômage en Angleterre et déficits budgétaires sans précédents aux États-Unis, par exemple. Ce qui frappe, de plus, quand on lit les justifications fournies par les théoriciens en vue de néo-libéralisme pour nous convaincre de la pertinence des mesures proposées, c'est le cynisme de l'argumentation. Prenons la fameuse question des impôts. Aux États-Unis, il est bien connu que la *réduction uniforme* de 25% sur l'impôt des particuliers, en 1981, a favorisé les plus riches contribuables creusant ainsi toujours plus l'écart entre les riches et les pauvres. Cette politique avait été prêchée par l'économiste Milton Friedman, Prix Nobel d'économie en 1974 et conseiller de Pinochet, dans ces termes :

Je suis opposé, par exemple, à notre impôt progressif sur le revenu non pas parce que je prône l'inégalité des revenus mais parce que je pense que cet impôt est un artifice, qui traite différemment des personnes qui se trouvent dans la même position économique... et empêche que les qualités humaines et l'intelligence se développent²².

Il est clair que l'éthique conservatrice qui sous-tend les propos de Milton Friedman est sans concessions pour les plus démunis de nos sociétés. La morale sociale est ici remplacée par la froide morale des experts pour qui rentabilité, profit et marché déterminent seuls les critères de la protection sociale. Les coupures effectuées aux États-Unis dans les budgets des Affaires sociales donnent la mesure de cette nouvelle orientation aux valeurs parmi *l'establishment* reaganien. Il est pénible d'imaginer le sort qui sera réservé aux laissés-pour-compte de la société américaine si, comme on semble décidé à le faire, on maintient les politiques restrictives en vigueur. À New York, on prédit déjà que « la moitié des enfants qui sont nés depuis 1980 se retrouveront bénéficiaires de l'aide sociale avant qu'ils n'atteignent l'âge de 18 ans »²³. Cette situation désastreuse n'est pas unique puisqu'au Québec, où on s'apprête avec un mimétisme qui pourrait faire sourire si les enjeux n'étaient pas si dramatiques à appliquer de pareilles politiques, une étude du Conseil des affaires sociales révélait qu'une personne sur deux vit chez nous en marge des services sociaux et de santé existants, sans pouvoir bénéficier ni des solidarités ni du bénévolat organisés parallèlement²⁴.

²² Milton Friedman, *Inflation et systèmes monétaires*, Paris, Calmann-Lévy, 1969, 1976, p. 44.

²³ Lise Bissonnette, « La post-social-démocratie », *Le Devoir*, 14 juin 1986.

²⁴ *Ibid.*

Alors que les coupes sombres réalisées à même les dépenses civiles alimentent les augmentations du budget de la défense américaine, l’État minimal continue d’être légitimé par les épigones de l’idéologie néo-conservatrice dominante. Cette politique militariste typiquement reaganienne du *America is Back* n’a de comparable que la conception impérialiste tous azimuts qui véhicule le rêve d’une reprise par les États-Unis de leur « rôle historique de chef de file du monde libre »²⁵, pendant que s’accroît l’endettement du Tiers-Monde, \$465 milliards prévus pour 1985. Le *Big Government de Welfare* en déclin peut-il encore faire illusion quant à l’éclipse de l’interventionnisme ; ce dernier n’a fait que modifier ses priorités : guerre des étoiles plutôt que guerre à la pauvreté, État-gendarme au lieu d’État-providence. Dans le domaine économique, le monétarisme, l’économie de l’offre et les autres approches néo-libérales ont remplacé le keynésianisme et la gestion de la demande.

Autour du thème englobant de la crise de gouvernabilité, tentons maintenant de voir comment les néo-libéraux sont relayés par les néo-conservateurs. Car le « nouveau mode de pensée » qu’ils inaugurent ne s’exprime pas seulement en termes de théorie économique et de théorie de l’État minimal au sens étroit. Il fait aussi appel à la science politique et à la philosophie politique qui sont loin d’être en reste dans ce concert avec leurs thèses sur la crise de la démocratie et la crise d’identité qui renvoient à une relecture du principe d’égalité.

Le plus frappant dans cette orchestration des discours et des pratiques NÉO, c’est qu’elle s’incarne dans une problématique de la nécessité. En effet, comme le souligne Jean-Marie Vincent :

le discours dominant devient un discours... sur la meilleure façon d’assumer les contraintes actuelles... comme des contraintes naturelles. À la limite, ajoute-t-il, la politique n’est plus que la modulation du nécessaire, c’est-à-dire l’adaptation des hommes à l’inévitable²⁶.

Cette idée est centrale puisqu’aussi bien on la voit fonctionner chez les politiciens que chez les théoriciens : éviter d’appliquer les solutions draconiennes prescrites confinerait au risque d’éclatement de l’économie et de la société ; le changement de cap est donc inévitable si on veut éviter le pire. « *Shall we Let America Die* », nous rappelait Donald Zoll, précurseur de Samuel Huntington, qui proposait déjà à la fin des années 1960 d’abandonner « certaines règles traditionnelles du jeu démocratique » pour faire face aux

²⁵ Ronald Reagan, Discours de l’Union 1985.

²⁶ Jean-Marie Vincent, « Pourquoi l’extrême-droite », *Les temps modernes*, avril 1985, no. 465, p. 1776.

menaces qui guettaient une société américaine décidément trop permissive²⁷. Ce qui est notable également, chez les néo-libéraux comme chez les néo-conservateurs, ce n'est peut-être pas tant le retour du doute sur le principe de l'égalité comme antithèse du principe de liberté, mais la promotion sans complexe d'un tel discours, sa légitimation par les *image makers* et la tendance souterraine qu'on peut observer d'une nouvelle sensibilité de l'opinion publique à ce thème comme à tous ceux que charrie la fameuse rénovation morale, signe sans doute d'un certain désarroi face à l'incertitude de l'avenir ; « l'angoisse naît de l'imprévisible » écrivait Karl Popper²⁸. Il s'agirait donc ici d'un phénomène plus sociétal que simplement électoral ou conjoncturel. C'est ici que les propagandistes-vulgarisateurs, de plus en plus nombreux de la « nouvelle pensée de droite », s'avèrent précieux parce qu'ils s'évertuent à faire le pont entre tous ces courants et toutes ces théories et à en dégager les idées maîtresses. À cet égard, Guy Sorman renchérit sur un thème majeur du courant NÉO lorsqu'il soutient : « Le libéralisme n'est pas seulement une théorie économique, c'est avant tout un système moral »²⁹. C'est ainsi que la révolution conservatrice se présente comme une révolution des mœurs et des mentalités. Elle se veut, comme le titrait le magazine *Le Point*, non seulement une mode mais une vraie révolution culturelle³⁰. D'ailleurs, l'économiste progressiste américain Samuel Bowles, conscient de l'importance de l'enjeu actuel, reconnaissait que :

Sa contribution durable à la politique américaine [celle de Ronald Reagan] ne situera pas sur le plan de l'économie, mais sur celui de ce qu'on pourrait appeler une politique culturelle. Plus que tout autre président depuis John F. Kennedy, il a redéfini ce que nous sommes : patriotes, et fiers de notre pays, attachés aux structures familiales traditionnelles (même si elles sont en train de disparaître), égoïstement soucieux de nos intérêts économiques, et Blancs. M. Reagan a offert au peuple américain une nouvelle identité³¹.

Il s'agit donc d'un véritable réarmement moral entrepris par les rénovateurs du conservatisme, couplant les références à la modernité, à la science et à la technologie du microprocesseur avec le traditionalisme, le respect de l'autorité et de la hiérarchie.

²⁷ Donald A. Zoll, « Shall we Let America Die », *National Review*, 16 décembre 1969. Cité par Pierre Dommergues, « Un autoritarisme à visage démocratique », *Le Monde diplomatique*, mai 1981, p. 17.

²⁸ Karl Popper, « Pour une théorie rationaliste de la tradition », *Cahiers STS du CNRS*. Cité par Frédéric Gaussen, « Le goût nouveau de la tradition », *Le Monde : dossiers et documents*, février 1986, p. 1.

²⁹ Jocelyn Coulon, « Selon Guy Sorman, les Français savent maintenant que la mainmise de l'État sur tout est un obstacle à la prospérité et à la liberté », *Le Devoir*, 22 novembre 1984, p. 14.

³⁰ Samuel Bowles, « Comment le président a fait les électeurs », *Le Monde diplomatique*, décembre 1984, p. 20.

³¹ Georges Suffert, « Occident : La vague anti-Étatique », *Le Point*, 7 octobre 1987, pp. 44-48.

Si on voulait maintenant faire le point sur l'ampleur des problèmes que les néo-conservateurs identifient à la question de *l'ingouvernabilité* et sur les solutions qu'ils jugent indispensables pour la contrer, on pourrait considérer que la révolution idéologique en cours pose un *double défi à la démocratie*. Car, comme le met très nettement en lumière Jean Leca :

... poser la gouvernabilité comme un problème à la démocratie implique souvent que c'est la démocratie qui est en fait le problème : trop de démocratie rendrait les sociétés modernes, quel que soit leur niveau de développement économique et culturel, ingouvernables³².

Aujourd'hui autant qu'hier, les conservateurs craignent la démocratie puisque, comme le soulignent Alan Wolfe et Brian Murphy, elle a été depuis l'origine en porte-à-faux avec les exigences du capitalisme libéral dans la mesure où elle ouvre la possibilité de créer un espace pour l'expression des luttes populaires³³. Quand de nos jours le théoricien Giovanni Sartori pose le dilemme « *Will Democracy Kill Democracy* »³⁴, il fait écho aux conservateurs français du milieu du 19e siècle qui, affolés par les risques du suffrage universel, s'écriaient « la légalité nous tue »³⁵. Il n'est donc pas exagéré de prétendre que la montée de la droite constitue une réaction à l'élargissement du terrain de la lutte pour la démocratie tant sur le plan économique que politique.

Chez les néo-libéraux, en principe, la gouvernabilité a d'autant plus de chance d'être réalisable si le marché plutôt que l'État assure la régulation entre les acteurs économiques. Ils en ont donc contre l'équilibre de compromis géré par l'État qui s'est établi entre le monde du travail et le patronat depuis la Deuxième Guerre. Compromis basé sur des concessions de type keynésien qui allait s'avérer redoutable face aux exigences de l'accumulation. Grâce à la déréglementation, l'espoir renaît de voir basculer le rapport de force en effectuant un retour sur les acquis, affaiblissant du même coup un mouvement ouvrier déjà frappé par l'inflation et le chômage.

Combiné à ce premier défi, la réaction néo-conservatrice va massivement porter son dévolu sur les percées réalisées au plan de la démocratisation par

³² Jean Leca, « Sur la gouvernabilité » dans Jean Leca et Roberto Papini (sous la direction de), *Les démocraties sont-elles gouvernables ?*, Paris, *Economica*, 1985, p. 17.

³³ Brian Murphy et Alan Wolfe, « Democracy in Disarray », *Kapitalistate*, no. 8, p. 16 et Alan Wolfe, *The Limits of Legitimacy*, New York, Free Press, 1977.

³⁴ Giovanni Sartori, « Will Democracy Kill Democracy ? », *Government and Opposition*, été 1975.

³⁵ Cité par Alain Rouquié, « Le mystère démocratique : des conditions de la démocratie aux démocraties sans conditions » dans Alain Rouquié (sous la direction de), *La démocratie ou l'apprentissage de la vertu*, Paris, Éditions A.-M. Métailié, 1985, p. 23.

les nouveaux mouvements sociaux qui se sont développés en dehors des syndicats et des partis. Samuel Huntington résume comment, selon lui, la crise de gouvernabilité serait due à la vitalité excessive de la démocratie, voire aux processus de conscientisation, de mobilisation, de prise de parole et de participation politique, caractéristiques des années 1960, auxquels auraient dangereusement adhéré des marginaux, exclus du processus de compromis, qui jusque-là s'étaient contentés d'adopter la tactique de la défection mais qui, dorénavant, allaient se mettre à réclamer eux aussi l'accès aux mécanismes du pluralisme démocratique et leur part des bénéfices de la croissance³⁶. La réaction face à cette montée des luttes démontre avec éloquence que le compromis construit au cours du 20e siècle n'était rendu possible pour quelques-uns tant et aussi longtemps qu'il ne l'était pas pour tous, comme le font encore remarquer Brian Murphy et Alan Wolfe³⁷.

Toujours d'après Huntington, cette sortie de l'apathie, favorisée par l'ouverture du système politique démocratique, a provoqué une surcharge de demandes, multiples et pratiquement intraitables, en direction de l'État. À son tour, cette surcharge a entraîné une croissance démesurée de l'activité gouvernementale qui a dégénéré en une énorme crise des finances publiques. Parallèlement, les revendications mises de l'avant par le mouvement contestataire et les minorités agissantes : Noirs, Indiens, Chicanos, groupes ethniques blancs, femmes, étudiants, écologistes, militants antinucléaires, pauvres des villes, cercles intellectuels et politisés, etc., se sont traduites par ce qui est devenu pour lui « le trait dominant de cette décade », à savoir : « une remise en cause de l'autorité des institutions établies à la fois politiques, sociales et économiques ».

Or cet esprit de protestation se propage, selon ses termes, au nom de « l'affirmation nouvelle de l'idée d'égalité en tant que but social, économique et politique » et donc du désir de corriger les injustices fondées sur les différences de richesse et de pouvoir. Le « nouveau tempérament démocratique et égalitariste des années 1960 » n'a pas épargné « la famille, l'université, les associations publiques et privées, la bureaucratie gouvernementale, l'institution militaire, le milieu des affaires ». Car « les gens ont perdu l'envie d'obéir », « la discipline s'est relâchée » et « les différences de statut n'ont plus été valorisées ». Huntington s'émeut devant ce paradoxe : alors que par le passé les plus actifs politiquement développaient des attitudes positives vis-à-vis du gouvernement et de la politique, aujourd'hui, ceux qui manifestent la perte de confiance la plus aiguë ne sont plus portés à être politiquement apathiques. Ce qui, bien sûr, dans son esprit fausse les règles du jeu !

³⁶ Samuel P. Huntington, « The United States » dans Michel Crozier, Samuel P. Huntington, Joji Watanuki, *The Crisis of Democracy*, New York, New York University Press, 1975, p. 59 à 118. Voir également M. Brian Murphy et Alan Wolfe, op. cit., p. 12.

³⁷ *Brian Murphy et Alan Wolfe, op. cit., p. 12.*

On aura deviné que l'analyse de Huntington, qui concerne les États-Unis des années 1960, rejoint celle d'auteurs tels Anthony King, Samuel Brittan et Emmet Tyrell pour la Grande-Bretagne des « *swinging sixties* »³⁸, contaminée elle aussi par les séquelles de la « *democratic distemper* » : d'un côté, expansion des activités gouvernementales et, de l'autre, décadence de l'autorité gouvernementale.

Ainsi, tant aux États-Unis qu'en Grande-Bretagne, combattre la surcharge, les tensions et la crise de gouvernabilité apparues au cours des années 1970, comme résultat du climat de permissivité et de polarisation idéologique de la décade précédente, va signifier, selon le sociologue Michel Crozier, considéré de tendance libérale et co-auteur du rapport de la Trilatérale, l'adoption de « nouveaux mécanismes de contrôle social » beaucoup plus fermes et chloroformants que ceux déployés jusque-là³⁹. Fondamentalement, il ne faut pas craindre, comme le propose en toute netteté Huntington, d'aller aussi loin que « la formation d'un mode de gouvernement plus autoritaire et plus efficace »⁴⁰. En termes de mesures à prendre, les auteurs en suggèrent quelques-unes parmi les suivantes : restauration de l'autorité par la valorisation de l'expertise, de l'ancienneté, de l'expérience et du talent ; restriction sévères des dépenses publiques ; réduction de l'activité syndicale ; défense de la loi et de l'ordre ; remise en vigueur de la discipline familiale, entre autres ; prudence à l'égard de la politique d'immigration ; retour à une plus grande moralité, en particulier des mœurs sexuelles ; réhabilitation du patriotisme. Bref, un éventail de prescriptions découlant d'une vision plus disciplinaire du fonctionnement des institutions et centrées autour de la nécessité de construire un nouveau consensus étranger aux idéaux libéraux d'émancipation et de justice sociale.

De manière plus générale, la « Nouvelle Donne » qu'on se propose d'instaurer, afin de réduire la vulnérabilité des gouvernements démocratiques, va se résumer en une stratégie qui vise à décharger l'État des demandes trop nombreuses : en abaissant le niveau des attentes et en limitant la participation politique. C'est à une dépolitisation générale et à un retour à la politique des experts qu'on accorde dorénavant la priorité. Objectif qui nous mène vers une conception de l'égalité qui ne peut être définie autrement qu'en termes d'une

³⁸ Anthony King, « Problems of Governing in the 1970's », *Political Studies*, juin-septembre 1975 ; Samuel Brittan, « The Economic Contradictions of Democracy », *British Journal of Political Science*, no. 5, 1975 ; R. Emmett

Tyrell Jr., *The Future that does not Work : Social Democracy's Failure in Britain*, Doubleday, 1977. Voir également la synthèse de Pierre Birnham sur le sujet dans *La logique de l'État*, Paris, Fayard, 1982, le deuxième chapitre intitulé : « Les démocraties sont-elles encore gouvernables ? ».

³⁹ Michel Crozier, « Western Europe », Michel Crozier, Samuel P. Huntington, Joji Watanuki, *The Crisis of Democracy*, op. cit., pp. 11-57.

⁴⁰ Samuel Huntington, « Post-Industrial Politics : How Bening will it be ? », *Comparative Politics*, janvier 1974, p. 190.

« juste méritocratie », selon l'expression de Daniel Bell⁴¹. Comme le conclut Huntington, il faut briser « la dynamique interne de la démocratie » en la modérant. Car, ajoute-t-il, « si on a fini par admettre qu'il y avait des limites à la croissance en économie, il faut également se rendre à l'évidence qu'il existe des limites à l'extension indéfinie de la démocratie politique »⁴².

Le débat politique n'étant plus à l'honneur, la démocratie se meurt. Agonie justifiée sur la base de la complexité croissante de nos sociétés qui ne pourraient plus être gérées selon les règles démocratiques. Ainsi, la nouvelle synthèse culturelle qu'on nous propose n'est-elle pas synonyme d'une sorte de « néo-technocratisme conservateur ». En somme, un modèle de régulation sociale combinant tradition, fondamentalisme, individualisme, sexisme et racisme avec tout le bagage des procédures de gestion moderne, l'ésotérisme administratif, le corporatisme, les nouvelles technologies, etc.

Pouvons-nous rester silencieux devant un tel avenir ? C'est le défi qu'il nous incombe de relever.

Ce défi démocratique se présente-t-il avec autant d'acuité au Canada, aux États-Unis et en Angleterre ? De prime abord, dans ces trois pays mis en parallèle dans cet ouvrage, la remise en question du jeu démocratique s'opère selon des modalités différentes. Toutefois, comme le signalent les auteurs que nous avons réunis, la menace qui pèse sur les sociétés qui sont le théâtre de la montée du néo-conservatisme ne fait aucun doute. Au-delà des éléments de réflexion qui sont proposés dans ce volume se profile un même sentiment d'urgence. Il faut dénoncer, avant qu'il ne soit trop tard, les excès d'autoritarisme, les nouvelles stratégies économiques et les conséquences désastreuses de la reformulation de la politique sociale.

Les contributions que nous avons recueillies sont regroupées sous quatre thèmes. Dans une première partie générale sont présentées trois lectures du néo-conservatisme. En guise d'entrée en matière, on retrouve une analyse de Chantal Mouffe qui vise plus particulièrement les conséquences politiques de la montée du néo-conservatisme en Occident. Le philosophe Mario Bunge, pour sa part, s'interroge sur les fondements de ce qu'il nomme l'économique du néo-conservatisme. En complément, Gilbert Renaud et Bertram Gross proposent chacun une interprétation sociologique originale du phénomène.

Les politiques économiques des gouvernements néo-conservateurs présentent certaines concordances et certaines dissemblances. Sous le thème des nouvelles stratégies en matière de politique économique, nous avons associé

⁴¹ Daniel Bell, « On Meritocracy and Equality », *The Public Interest*, New York, automne 1972. Cité par Chantal Mouffe, « Le Thatcherisme : un populisme conservateur », *Intervention*, no. 7, nov. déc. 1983, janvier 1984, p. 77.

⁴² Samuel Huntington, « The United-States », op. cit., p. 115.

les contributions de Christian Deblock et Jean-Jacques Gislain qui examinent la question du développement en économie ouverte, de Bertrand Bellon qui se penche sur les actions de l'administration Reagan et enfin une analyse minutieuse de la situation canadienne menée par Jeanne Kirk Laux.

La nouvelle pensée de droite se concrétise aujourd'hui de façon dramatique par un désengagement de l'État dans plusieurs domaines de la politique sociale. Dans une troisième partie ayant pour thème la reformulation de la politique sociale Frédéric Lesemann nous livre son analyse de la situation aux États-Unis. Francine Dansereau, quant à elle, évalue les nouvelles politiques urbaines dans le contexte de la montée du néo-conservatisme. En troisième lieu, Louise Vandelac soulève la question de l'impact des droites sur le féminisme et les rapports de sexes.

Enfin, en dernière partie, Ralph Miliband, Léo Panitch et Hugo Radice s'attaquent à la question des stratégies d'opposition au néo-conservatisme. En somme, cet ouvrage conclut sur une réflexion que nous devons poursuivre au cours des années qui viennent.

Lizette JALBERT
Laurent LEPAGE

Université du Québec à Montréal

Fin de l'article.